

La mission d'information sur le génocide rwandais

Quatre anciens ministres pathétiques

Auditionnés hier, Michel Rocard, Roland Dumas, Edith Cresson et Edwige Avice n'avaient guère à dire. Heureusement, le chercheur Gérard Prunier a insufflé une bouffée d'air frais.

Visiblement, l'affaire est entendue. En tout cas pour les politiques. S'il en fallait une preuve supplémentaire, l'audition hier par la mission d'information sur le Rwanda de quatre anciens ministres - Michel Rocard, Edith Cresson, Roland Dumas et Edwige Avice - fut éclatante. Et pathétique.

Ce n'était pas de la connivence, c'était pire : la manifestation d'un profond désintérêt. Les dames, Edith Cresson, ancien premier ministre, et Edwige

Michel Rocard : « J'ai tacitement admis que l'action diplomatique et militaire de la France dépendait de la présidence de la République. Je ne trouvais pas pertinent de m'en mêler. » Roland Dumas : « Mais tu étais au courant, nous en avons parlé en Conseil des ministres. » Et ainsi de suite. Puis Michel Rocard à son tour est parti. Sans prévenir et après avoir souligné qu'il se « serait battu pour une autre orientation s'il avait eu accès à la décision ».

L'ONU accuse Kabila

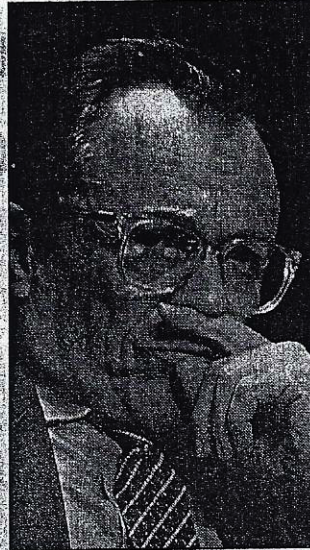
Les forces de Laurent-Désiré Kabila ont commis de nombreux massacres de l'automne 1996 au printemps 1997 contre les réfugiés hutus rwandais dans l'ex-Zaïre, affirme un rapport de l'ONU rendu public hier. Ce rapport ne conclut toutefois pas avec certitude à la volonté des troupes de M. Kabila, appuyées par l'armée tutsi rwandaise, d'« éliminer » les hutus réfugiés dans l'ex-Zaïre, aujourd'hui la République démocratique du Congo (RDC). Mais « si cela était avéré, cela constituerait un génocide », dit le rapport. Ce document d'une quarantaine de pages, très critique pour l'actuel président de la RDC, Laurent-Désiré Kabila, a été rédigé par les membres de la commission d'enquête de l'ONU qui ont tenté pendant huit mois, d'août 1997 à avril 1998, de faire la lumière sur les accusations de massacres. La mission a été rappelée en avril dernier par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en raison des obstacles mis par le gouvernement de Kinshasa à son travail sur le terrain.

Avice, ancien ministre de la Coopération, étaient pressés et ont d'abord parlé. Elles avaient, selon Paul Quilès, « d'autres obligations ». Leurs discours n'ont guère duré : tant mieux, elles n'avaient rien à dire. Edith Cresson s'en est donc allée la première après force balsemains. Plus discrète, Edwige Avice, s'est éclipisée peu après.

Restaient Roland Dumas et Michel Rocard qui n'ont cessé de se battre à fleurets mouchetés : le premier reprochant tout sourire au second ses trous de mémoire lors des Conseils de ministre ; le second répliquant au premier : « Mais mon cher Roland, nous sommes d'accord... »

De la tribune, on ne voyait guère l'intérêt de leur accord ou désaccord : Mi-

Restait Roland Dumas qui, tranquillement, a poursuivi ses explications. « C'était banal, c'était une habitude... » Le Rwanda était comme le Tchad. Non, pas tout à fait. Ou quand même si... « On ne voulait pas s'enliser », même si les forces militaires françaises sont restées trois ans. Et ainsi de suite... Paul Quilès le contredit : « L'opération lancée en 1990 est allée au-delà des accords de coopération. Ces accords ne permettaient pas aux choses d'aller si loin. » Oui et alors ? « Le prestige de la France était en cause. Il y avait une menace sur la stabilité de la région », lance l'ancien ministre des Affaires étrangères avant de concéder : « Il va falloir que nous redéfinissions une politique sur l'ensemble de l'Afrique. »



Devant la mission d'information sur le Rwanda, Michel Rocard et Roland Dumas n'ont cessé de se battre à fleurets mouchetés. (Photos J.-J. Caccarini/Le Figaro.)

Le matin même, Gérard Prunier, chercheur au CNRS et spécialiste de l'Afrique de l'Est, venait de souligner le « décalage entre la réalité et le discours officiel ». Simplement et sur un ton rafraîchissant, il a démonté les omissions des politiques dans leur déposition. Hubert Védrine, Jean-Christophe Mitterrand, Alain Juppé... tous ont eu droit à des pliques bien choisies de cet universitaire au franc-parler iconoclaste qui relève « la myopie des autorités françaises » dans l'affaire rwandaise : « Nous avions tous les clignotants sous les yeux, mais nous ne voyions pas. Parce que nous étions aveugles ? Ou parce que nous ne voulions pas voir ? »

Affirmant qu'on ne « peut accuser la France de crime, mais d'une faute », le

chercheur note que, politiquement, cela est impardonnable : « On a créé largement les conditions de la faisabilité du drame rwandais » en donnant un « message de blanc-seing » aux extrémistes, souligne-t-il, en ajoutant : « Nous faisons nôtre une politique d'apartheid qui sous-tendait le régime rwandais. »

« Le problème, conclut Gérard Prunier, n'est pas d'en avoir fait trop ou pas assez au Rwanda. Le problème, c'est que nous aurions dû exercer un véritable chantage. Or, nous avons trop souvent accepté la version rwandaise sans discuter. Nous offrons la sanctuarisation militaire d'une dictature et nous n'en avons pas fait payer le prix. » En un mot : « Nous avons collaboré. »

Patrick de SAINT-EXUPÉRY